Caisse Nationale de l'Assurance Maladie

des Travailleurs Salariés

Sécurité Sociale

Circulaire CNAMTS

Date :

17/06/85

Origine :

DGR

AC

MM et MMES

les Directeurs et Agents Comptables

des Caisses Primaires d'Assurance Maladie

des Caisses Régionales d'Assurance Maladie

des Caisses Générales de Sécurité Sociale

des Départements d'Outre-Mer

Réf. :

DGR n° 1779/85 - AC n° 43/85

Plan de classement :

50

Objet :

DIFFUSION DE L'ADDITIF N°2 A LA NOTE N° 84-328 DU CSSTM RELATIVE AUX DIFFERENTS ETATS A ETABLIR PAR LES ORGANISMES FRANCAIS POUR L'APPLICATION DE L'ACCORD DE SECURITE SOCIALE FRANCO-GABONAIS DU 2 OCTOBRE 1980 SUR LE PLAN STATISTIQUE ET FINANCIER.

La présente note a pour objet de communiquer aux organismes français un certain nombre d'indications pour le paiement des pensions et des rentes.

Pièces jointes :

0 1

Liens :

Date d'effet :

Date de Réponse :

Dossier suivi par :

Téléphone :

@

17/06/85

MM et MMES
les Directeurs et Agents Comptables

Origine : des Caisses Régionales d'Assurance Maladie
DGR (pour attribution)
AC des Caisses Primaires d'Assurance Maladie
(pour attribution)

des Caisses Générales de Sécurité Sociale
des Départements d'Outre-Mer
(pour attribution)

N/Réf. : DGR N° 1779/85 - AC N° 43/85.

Objet : Diffusion de l'additif n° 2 à la note n° 84.328 du CSSTM.

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint, l'additif n°2 à la note n° 84/328 du CSSTM relative aux différents états à établir par les organismes français pour l'application de l'Accord de Sécurité Sociale franco-gabonais du 2 Octobre 1980 sur le plan statistique et financier.

La présente note a pour objet de communiquer aux organismes français un certain nombre d'indications pour le versement des pensions et rentes qui doivent être payées aux bénéficiaires par l'intermédiaire de l'organisme de liaison du pays de résidence.

En ce qui concerne les modalités des contrôles d'existence, il est demandé à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale Gabonaise de collecter au cours du 1er trimestre de chaque année civile les certificats de vie, dûment validés par le Consulat de France ou par les autorités locales, comportant la nationalité des bénéficiaires.

Ces certificats qui seront transmis au CSSTM seront adressés aux organismes au cours du 2ème trimestre de l'année civile. Le paiement des arrérages du 3ème trimestre sera suspendu en cas d'absence du certificat de vie.

L'Agent-Comptable,

**P. Le Directeur et par Délégation
Le Directeur Adjoint chargé
de la Gestion du Risque**

F. BORNE

R. VASSEUR

PJ : Additif n° 2 du 13 Mai 1985 à la Note du CSSTM n° 84/328.